



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 18 AOUT 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE :

La Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo, Bintou Keita, déplore et condamne les récents assassinats de deux journalistes congolais, dans le Nord-Kivu et en Ituri.

La Cheffe de la MONUSCO rappelle que tout journaliste doit bénéficier de protection conforme aux standards internationaux. A ce titre, toute atteinte à leur intégrité physique est inacceptable. « J'appelle à une enquête qui permettra d'établir les faits et les responsabilités, afin que les auteurs de ces assassinats soient poursuivis et jugés », a-t-elle déclaré.

Par ailleurs, la Représentante spéciale se félicite de la validation du document conjoint de transition, par le Gouvernement représenté par le Premier ministre, le 14 août dernier. Ce document définit 18 jalons, identifiés de manière consensuelle, à atteindre pour initier le retrait progressif, responsable et durable de la MONUSCO.

PROTECTION DE L'ENFANT :

Au cours du mois de juillet 2021, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 174 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés en RDC, ce qui représente une diminution de 2% du nombre de violations documentées en juin 2021 (178 violations).

Le recrutement et l'utilisation d'enfants a continué d'être la violation la plus fréquente (130), suivie par les meurtres et les mutilations (18), les violences sexuelles (11), les enlèvements (11) et les attaques contre les écoles et les hôpitaux (4). Les violations vérifiées ont été attribuées aux Mai Mai Biloze Bisambuke (45), APCLS (41), ADF (23), Nyatura (23), Mai-Mai Kalenge (10), CODECO (7), Mai-Mai Malaika (7), Mai-Mai non identifiés (4), Apa na Pale (2), Twigwaneho (2), UXO (2), FDLR FOCA (1), FDLR (RUD) (1) et Mai-Mai Mazembe (1).

Les acteurs étatiques sont responsables de cinq violations (FARDC : 4, PNC : 1). Globalement, 41% des violations ont été vérifiées au Nord-Kivu (72), 29% au Sud-Kivu (51), 17% en Ituri (30), 7% au Tanganyika (12), et 5% au Maniema (9).

Par ailleurs, en juillet 2021, la section de la Protection de l'enfant de la MONUSCO a organisé une mission de vérification de l'âge des éléments de Mai-Mai Biloze Bisambuke et 45 enfants ont été séparés. Au total, 2 378 enfants ont été libérés volontairement par des commandants dans le cadre de la mise en œuvre des feuilles de route signées depuis juillet 2018.

Enfin, à Butembo, une équipe de la Police des Nations Unies a sensibilisé mardi 10 août les habitants du quartier Kambale, commune de Vulamba, sur les droits des enfants.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Moricy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

NORD-KIVU :

Visite du Représentant spécial adjoint en charge de la protection et des opérations à Beni :

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge de la Protection et des opérations dans l'Est de la République démocratique du Congo, M. Khassim Diagne a effectué du 13 au 14 août 2021 une visite de travail à Beni. M. Diagne a rencontré les responsables de la MONUSCO, tant civils que militaires, mais aussi les autorités en charge de l'état de siège, notamment le commandant adjoint des opérations Sokola1 Grand nord, le maire-policiier de la ville ainsi que les organisations de la société civile pour échanger sur la situation sécuritaire.

Le Représentant spécial adjoint a profité de cette occasion pour annoncer les opérations conjointes FARDC-MONUSCO lancées il y a quelques jours dans la région de Beni contre les ADF. Il a indiqué que ces opérations conçues, planifiées et coordonnées avec les FARDC se font conformément au mandat de la MONUSCO et à la demande du Président de la République démocratique du Congo.

Il a précisé que l'appui de la MONUSCO aux FARDC était un appui conséquent qui va de l'appui feu (raid aérien, artilleries, présence des troupes au sol), au renseignement, logistique et évacuation des blessés. « Il y a une réelle volonté aujourd'hui de mutualiser nos efforts, les efforts de l'armée congolaise et de la MONUSCO pour venir à bout de cet ennemi ADF, et c'est d'ailleurs pourquoi il y a le renforcement de la FIB avec les Unités de réaction rapide, notamment avec les forces tanzaniennes, kenyanes, népalaises et sud-africaines ».

Alertes précoces :

Les 5 et 6 août derniers, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a organisé des discussions dans deux villages (Lukweti et Walikale-centre) sur la situation sécuritaire, la situation des routes, les prisonniers locaux, le manque de médicaments à l'hôpital de Walikale et la situation des combattants.

Au cours de ces échanges, menés avec les chefs locaux, des dirigeants communautaires et des acteurs de la société civile, la section des Affaires civiles a accru la sensibilisation locale sur les mécanismes d'alerte précoce et l'avantage de sensibiliser les groupes armés à la démobilisation.

Protection :

Dans le territoire de Rutshuru, le comité de la jeunesse de Rutshuru et la section des Affaires civiles MONUSCO ont évalué, le 6 août dernier, l'impact de l'état de siège et notamment la collaboration en matière de sécurité entre l'administrateur territorial militaire, les autorités civiles, les membres des organisations de la société civile, les leaders communautaires, les jeunes et les représentants des femmes. L'événement a porté sur l'insécurité et la crainte de la reprise des activités des groupes armés à Rutshuru.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Toujours à Rutshuru, d'autres discussions concrètes sur la protection des civils, également organisées par la section des Affaires civiles de la MONUSCO, se sont déroulées à Nyanzale les 7 et 9 août derniers.

Pour rappel, un commissariat territorial de la PNC a été construit non loin (Kikuku) avec le soutien financier de la MONUSCO pour aider la Police nationale congolaise (PNC) dans sa mission première qui est de renforcer la protection des civils et la stabilisation de la zone. Les participants (dont le délégué du gouverneur du Nord-Kivu, les Forces armées de la RDC, la PNC, l'Agence nationale de renseignement (ANR), les chefs de localité, les leaders communautaires et les représentants de la société civile) se sont engagés à se rencontrer plus fréquemment pour discuter des problèmes émergents de protection et de sécurité.

Enfin, le 10 août, la section des Affaires civiles conjointement avec UNPOL (Police des Nations Unies) a rencontré le procureur militaire à Rutshuru pour partager des mises à jour de sécurité et transmettre la recommandation de la population locale sur le renforcement de la justice à Rutshuru. L'équipe onusienne a notamment partagé les informations sur la situation des habitants de Tshengerero et Rubare (20 km E et 12 km S de Kiwanja) où des tensions ont été rapportées. Le besoin de renforcer la justice militaire a été soulevé afin de lutter contre l'impunité dans la zone.

Apaisement des tensions communautaires :

Le 8 août, la section des Affaires civiles de la MONUSCO a par ailleurs soutenu une association de la société civile locale avec l'organisation d'un forum de sensibilisation sur la cohabitation pacifique à Mweso (15 km N de Kitchanga).

La session a rassemblé 20 personnes issues des autorités locales, des forces de sécurité (FARDC, PNC), des chefs religieux, des étudiants et des représentants des jeunes/femmes.

Les participants ont discuté des causes provoquant les tensions communautaires et ont partagé leurs points de vue sur les moyens d'améliorer la cohésion sociale et la paix dans la région.

La section des Affaires civiles a saisi cette occasion pour souligner le rôle important des plateformes de jeunes dans la sensibilisation des communautés à l'acceptation mutuelle et à la cohabitation pacifique. Elle a également partagé les numéros du mécanisme d'alerte précoce (CAN) pour renforcer l'alerte précoce et a encouragé une collaboration renforcée entre les acteurs locaux de la protection.

KONGO CENTRAL :

La ministre de la Justice Garde des Sceaux, Rose Mutombo en compagnie du Chef de la Composante Police de la MONUSCO, le général Mody BERETHE a procédé le mercredi 13 août 2021, à l'inauguration du Centre de formation du personnel pénitentiaire de Luzumu, en territoire de Kasangulu, province du Kongo Central.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

La création de ce centre de formation vise à permettre au secteur pénitentiaire d'avoir un personnel qualifié et expérimenté capable de protéger la société, veiller à l'exécution des peines et à préparer les pensionnaires à leur réinsertion dans la société. Ce centre facilitera l'immersion de ses stagiaires qui sont au nombre de 50 dont 15 femmes.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Major Sylvester Mangure, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a effectué des patrouilles jour/nuit, des missions de longue distance, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes.

La Force de la MONUSCO assiste également et de manière constante les forces de sécurité du gouvernement de la RDC avec un soutien logistique, des renseignements, des conseils opérationnels, avec un soutien médical et l'évacuation médicale des blessés ainsi qu'avec des formations. Ce soutien a pour but de renforcer les relations avec les FARDC afin d'assurer la protection des civils. Les actions de la Force sont toujours axées sur l'exécution et le soutien du Mandat, la protection des civils, le soutien aux institutions de la RDC et la lutte contre toute menace contre la population.

Sur le plan opérationnel, la Force a répondu aux violations et aux tentatives de nuire à la population. La réponse vigoureuse aux menaces est essentielle pour assurer la protection des civils, éviter la perte d'innombrables vies et garantir la continuité des activités normales de la population.

A Beni, la MONUSCO et les FARDC mènent des opérations militaires offensives conjointes visant à cibler les ADF, qui constituent une menace pour la population des territoires d'Irumu et de Beni. Les opérations visent à assurer une paix et une sécurité durables dans la région et en RDC dans son ensemble. Les deux Forces continuent à mener des patrouilles de dominance et des escortes afin de renforcer la protection des civils.

Toujours à Beni, le 9 août dernier, l'unité Kenyane de réaction rapide qui fait partie de la Brigade d'intervention de la Force est arrivée à Beni en provenance de Nairobi via Goma. Elle est l'une des quatre Forces de réaction rapide (QRF) qui seront déployées pour renforcer la mise en œuvre du mandat de protection des civils. À ce jour, la MONUSCO a déjà déployé deux QRF, une Tanzanienne et Kenyane, tandis que deux autres d'Afrique du Sud et du Népal seront bientôt déployées.

A Beni et en Ituri, la Force de la MONUSCO et les FARDC mènent des missions d'escorte de véhicules civils, de convois de personnes et de marchandises, comme mesure immédiate pour éviter les attaques contre des civils innocents sur les routes. La Force de la MONUSCO s'est engagée à coopérer avec les forces de sécurité locales et les autorités civiles pour assurer une protection des civils durable, la liberté de mouvement et la paix aux habitants de la RDC.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Dans la province du Tanganyika, la Force de la MONUSCO a facilité, le 9 août dernier, la reddition de quarante-sept (47) membres et le chef des Mai-Mai Perci Moto Moto dans la province de Bendera Tanganyika. Ils ont ensuite été remis à la section DDR/RR pour un traitement ultérieur.

Le même jour à Goma, la MONUSCO a fourni à la Garde républicaine à Goma des conteneurs vides qui seront convertis en bureaux et pour d'autres utilités dans le but d'améliorer leur efficacité. La MONUSCO est déterminée à apporter son expertise de bureau, ses conseils stratégiques et son assistance technique aux autorités congolaises en appui aux forces de sécurité locales.

La Force de la MONUSCO continuera à jouer un rôle positif et constructif en appui aux FARDC, au gouvernement de la RDC et à la population comme mandaté dans la résolution du Conseil de sécurité. Ce soutien est approprié et fondamental pour améliorer la protection des civils.

EQUIPE DE PAYS

L'humanité célèbre ce 19 août la journée de l'aide humanitaire :

Cette journée a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies à la suite des attentats de Bagdad de 2003 pour sensibiliser le public aux activités humanitaires dans le monde et rendre hommage à tout le personnel humanitaire qui s'emploie à promouvoir la cause humanitaire, y compris celles et ceux qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission humanitaire.

Chaque jour à travers la RDC, ce sont des milliers d'acteurs humanitaires, notamment des Congolaises et des Congolais, qui se mettent au service de milliers de personnes, parmi les plus vulnérables pour leur apporter de l'eau, de la nourriture et d'autres services de première nécessité. Chaque année, un thème est choisi et pour 2021, il nous rappelle que « Dans la course contre la crise climatique, nous ne pouvons laisser personne de côté. » Le changement climatique est une réalité en République démocratique du Congo, comme on a pu le voir avec les nombreuses inondations qui nous ont été rapportées.

En RDC, la crise humanitaire est complexe et multiforme : épidémies chroniques, insécurité alimentaire, manque de services de base, et bien sûr les conflits, la violence et l'insécurité dans de nombreuses provinces de l'Est du pays, notamment le Nord Kivu et l'Ituri. Les humanitaires travaillent dans un contexte difficile, marqué par l'insécurité et les actes de violence, mettant ainsi leurs vies en danger. Ce sont les mêmes violences qui menacent les vies des populations et qui affectent les opérations humanitaires et réduisent l'accès aux personnes qui ont besoin de notre aide.

Au cours du premier semestre 2021, 166 incidents sécuritaires ayant un impact direct sur les travailleurs humanitaires ont été signalés dans toute la RDC. Les plus graves ont entraîné la mort de 5 travailleurs humanitaires, dont quatre étaient congolais, 14 blessés et 17 enlèvements. Actuellement plus de 5 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ; plus de 27 millions souffrent d'insécurité alimentaire- ce sont là des chiffres qui montrent la sévérité et l'acuité des souffrances en RDC. Les acteurs humanitaires sont sur plusieurs fronts et font ce qu'ils peuvent pour alléger les souffrances des populations et sauver des vies.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Le HCR préoccupé par des actes de violence sexuelle contre des déplacés dans le Tanganyika :

Dans un [communiqué de presse](#) rendu public la semaine dernière, le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, s'est dit vivement préoccupée par des actes de violence sexuelle généralisée et systématique contre des femmes et des jeunes filles congolaises, perpétrés par des groupes armés dans la province du Tanganyika en République démocratique du Congo, où des milliers de personnes ont été déplacées cette année.

Le HCR précise qu'au cours des deux dernières semaines seulement, les partenaires humanitaires dans les zones de santé de Kongolo et Mbulula, ont enregistré 243 actes de viols, dont 48 ont été subis par des personnes mineures, dans 12 villages différents. Cela représente une moyenne de 17 attaques signalées chaque jour. Les chiffres réels pourraient être encore plus élevés, car le signalement des violences sexistes reste tabou dans la plupart des communautés. En plus du sévère traumatisme physique et psychologique causé par le viol, les victimes de la violence sexuelle peuvent être confrontées à la stigmatisation et à une possible exclusion de leur famille.

Ces attaques seraient menées par des groupes armés rivaux qui se disputent le contrôle des zones minières et en guise de représailles contre les opérations militaires menées par le gouvernement. Les civils sont pris au piège au milieu d'affrontements intenses entre plusieurs groupes armés.

Citant les autorités locales, l'agence onusienne pour les réfugiés fait état de plus de 23 000 personnes ont été déplacées depuis le mois de mai dans le seul territoire de Kongolo, au nord du Tanganyika. La plupart ont fui l'insécurité à plusieurs reprises au cours des trois derniers mois.

Le HCR appelle les autorités à renforcer de toute urgence la sécurité dans la zone dénommée « triangle de la mort » afin de protéger les civils, en particulier les femmes et les jeunes filles, de permettre l'accès humanitaire, et de faire le nécessaire afin que des enquêtes soient lancées et que les responsables soient traduits en justice.

Les besoins humanitaires et en matière de protection augmentent et le HCR recherche un soutien financier supplémentaire. Les contributions reçues à ce jour correspondent à une part de 36% du montant nécessaire de 205 millions de dollars pour notre opération en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06